



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

AVEC LA « LOI MACRON », LE GOUVERNEMENT PRÉPARE LA LIQUIDATION DU CODE DU TRAVAIL

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 11 DÉCEMBRE 2014

Mercredi, Emmanuel Macron, ex-banquier et ministre de l'économie, a présenté au Conseil des ministres une partie de son projet de « Loi pour la croissance et l'activité ». Au cœur de cette loi qui sera dévoilée en décembre, une série de mesures conduisant à la liquidation pure et simple du Code du Travail.

Là où le Code du Travail protégeait un minimum le salarié de son employeur, il n'y aura plus que la loi du plus fort, donnant de fait tous les droits au patron. Cela veut dire qu'à terme, le patron pourra licencier sans motif, qu'il n'y aura plus de salariés protégés, plus de délégués du personnel, CE ou CHSCT, les syndicats n'ayant plus que le rôle de « cogestion » de l'entreprise voulu par l'employeur.



LE DIALOGUE SOCIAL, C'EST LA CAPITULATION FACE AU MEDEF

C'est pour ça que parallèlement à ce projet de loi, le patronat mène des négociations avec les syndicats sur la représentation des salariés. Et il propose de supprimer les délégués du personnel dans les entreprises de moins de 50 salariés et dans les autres, de « fusionner » les délégués DP, CE et CHSCT dans un « Conseil d'entreprise » unique... afin de « mieux associer les représentants des salariés à la gouvernance des entreprises » !

LA LOI MACRON, C'EST LE DÉMANTÈLEMENT DU CODE DU TRAVAIL

Sous prétexte d'en finir avec les « archaïsmes » et d'innovation, Macron a prévu :

- d'autoriser encore plus facilement le travail du dimanche, ce qui permettra aux patrons de faire travailler 7 jours sur 7.

- de considérer que le travail de nuit commence à minuit et non 21 heures, ce qui permettra aux patrons de moins indemniser ces horaires.

- de supprimer l'augmentation de salaire pour le travail de nuit pour les salariés des entreprises de moins de 20 salariés et de discuter entreprise par entreprise pour les autres.

- de supprimer la possibilité de recours juridique contre les « plans sociaux »

- de supprimer les protections contre les licenciements personnels, où il ne sera plus tenu compte des critères de situation sociale, d'ancienneté, de compétence ...

- de remplacer l'élection des délégués des salariés dans les Conseils des prud'hommes par des nominations. Les juges professionnels auraient priorité sur les juges prud'homaux et il n'y aura plus de vrai procès, puisqu'un barème d'indemnités forfaitaires permettra aux patrons de chiffrer à l'avance ce que leur coûtera des licenciements abusifs

- de supprimer le « délit d'entrave » qui pouvait sanctionner les patrons qui font entrave à l'activité syndicale

- de supprimer la possibilité de réintégration des salariés qui auront été licenciés sans « cause réelle et sérieuse » ou « abusive »

- de réviser l'Inspection du travail de manière à ce qu'elle puisse moins sanctionner les patrons, et supprimer la menace de prison pour ceux d'entre eux qui s'en prennent aux syndicats

FACE À CETTE OFFENSIVE, NE COMPTONS QUE NOS PROPRES FORCES

Face à cette offensive du gouvernement au service exclusif du patronat, nous n'avons rien à attendre des parlementaires PS, « frondeurs » ou pas, qui affirment que « *En l'état, ce texte n'est pas votable* ».

Nous savons déjà qu'ils ne prendront pas le risque de faire tomber ce gouvernement anti ouvrier par leur vote à l'Assemblée.

Nous ne pouvons pas davantage compter sur les directions des grandes organisations syndicales qui préfèrent « négocier » les reculs sociaux que d'envisager un plan d'action pour la construction de l'indispensable bras de fer avec Hollande, Valls et Macron.

Pour s'opposer à la régression sociale sans précédent promise par la « loi Macron », il y a urgence à prendre nos affaires en main, à redonner de la vigueur à nos luttes et à nos mobilisations, seul moyen de préparer les conditions d'un mouvement d'ensemble qui fasse enfin reculer patronat et gouvernement.

INDEMNITÉS DE LEPAON : LE LAMPISTE DÉMISSIONNÉ

Le trésorier de la CGT vient d'être « démissionné » pour avoir validé des dépenses coûteuses dans l'appartement de fonction et le bureau de Thierry Lepaon. Ainsi, malgré le scandale supplémentaire des 31 000 euros reçus à l'occasion de son départ de la CGT Basse-Normandie pour sa fonction nationale, ce dernier a provisoirement sauvé sa place en faisant payer le trésorier.

Certes, à côté des 2 millions d'euros de l'appartement de Valls, les trafics des Cahuzac, Thévenoud ou les fortunes des Arnault, Lagardère, Gohsn ou autre Gattaz, Lepaon est décidément un petit joueur. Mais l'attitude de la direction de la CGT choque bien des salariés, et surtout les militants qui se sentent bafoués, floués. Ils ont raison. Car ces pratiques peu reluisantes rendent service au patronat et à toutes les forces réactionnaires qui combattent le syndicalisme, c'est-à-dire le droit pour les salariés de s'organiser pour défendre leurs intérêts collectifs.

Il y a urgence à ce que les travailleurs, les militants, se réapproprient ce qui devrait être leur propre outil pour se défendre, organiser leurs luttes et les mobilisations contre l'offensive du gouvernement PS-Medef. Au lieu de laisser salir l'image du syndicalisme, que la direction de la CGT démissionne Lepaon, rompe avec le « dialogue social » et prenne enfin les initiatives indispensables pour organiser la contre-offensive du monde du travail !

« TOUCHEZ PAS À NOTRE ZEP » !

Jusqu'à présent, le classement en éducation prioritaire signifiait pour les établissements scolaires situés dans les quartiers populaires la possibilité d'obtenir des moyens supplémentaires. Moyens qui permettaient de maintenir des effectifs de classes moins chargés, davantage d'enseignants et de personnels de surveillance et de service, absolument indispensables dans des situations de plus en plus précaires pour les enfants, dont les parents sont frappés par le chômage et la misère. Eh bien c'est trop pour le gouvernement Hollande dans sa recherche avide d'économies budgétaires !

Dans l'Eure et la Seine-Maritime ce sont 9 collèges et 25 écoles qui sortent des Zones d'Education Prioritaire. Depuis quinze jours, plusieurs écoles et collèges ont fait grève dans toute l'Académie, notamment à Louviers, Dieppe, Grand-Couronne, Fécamp, Grand-Quevilly et les parents se mobilisent également, en occupant les écoles. Mardi, ils ont manifesté ensemble. Ils vont le faire de nouveau samedi 13, à 15h devant le Théâtre des Arts à Rouen.

Leur lutte est la lutte de toutes celles et ceux qui ne veulent plus reculer face aux attaques du gouvernement et qui défendent que ni l'école ni les conditions de travail ne doivent être sacrifiées sur l'autel de l'austérité !

AUTOROUTES: DERRIÈRE L'ÉCRAN DE FUMÉE

On se souvient du coup de gueule du gouvernement contre les sociétés d'autoroutes qui s'enrichiraient sur notre dos, et on allait voir ce qu'on allait voir !

Eh bien, on a vu : l'Etat prévoit de prolonger de 2 à 4 années les contrats de concession. Durant ces prolongations, les sociétés d'autoroute devraient consacrer 3,2 milliards à des investissements pour des travaux, mais empocheraient 14,7 milliards d'€, soit un gain de 4,5 € pour un 1 euro dépensé !

Qui dit mieux ? Pas étonnant que le taux de profit net de ces pompes à fric soit de 20 à 24% !

ÉTATS UNIS :

LA POLICE TUE EN TOUTE IMPUNITÉ

Mardi 2 décembre, Romain Brisbon, un noir, a été tué par un policier blanc à Phoenix, en Arizona. Il n'était pas armé. Quelques jours plus tôt, c'est un gamin de 12 ans, un autre noir, qui s'amusait avec une arme-jouet, qui a été froidement abattu par un autre policier blanc à Cleveland.

Les flics tuent, par racisme, et bénéficient de non-lieux, comme celui qui a tué le jeune Michael Brown à Ferguson ou cet autre qui a étranglé à New York Eric Garner, un père de famille... noir. Tous relaxés malgré des témoignages et des vidéos accablants.

La colère qui s'exprime dans les rues, de Ferguson à New York, contre l'impunité dont jouissent les flics du régime pourra, peut-être, faire évoluer les choses. Mais cela ne viendra certainement pas du premier Président noir des États-Unis, qui ne sait que rester muet devant les exactions des flics de son régime, apportant ainsi la preuve que la réalité du pouvoir n'est en tout cas pas à la Maison Blanche !

LES TRÈS GRANDS FRAUDEURS LÉGAUX

L'information a de quoi faire bondir. Plus de 300 multinationales profitent d'accords secrets signés au début des années 2000 avec le Luxembourg. La fiscalité proposée est nulle ou réduite et concerne des activités n'ayant rien à voir avec ce pays.

Pour la France, l'évasion fiscale dans les paradis fiscaux représente un manque à gagner total de 60 milliards d'euros par an et en toute légalité, trois fois le « trou de la Sécu ». Qui nous parle d'austérité ? Les mêmes qui organisent ce système fiscal en se payant bien nos têtes !

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique